Une image contenant texte

Description générée automatiquement

**Cahier des clauses administratives particulières**

**Référence IRSN-CCAP-50000XXXX**

|  |  |
| --- | --- |
| Objet | Réalisation de prestations d’expertise de sûreté relatives a l’analyse du comportement des ouvrages de génie civil participant à la sûreté des installations nucléaires |
| Mode de passation du marché public | Marché à procédure adaptée |
| Homogénéité des besoins | Fournitures et/ou services homogènes en raison de leur caractéristique propres |
| Code CPV | 73100000 : Services de recherche et développement expérimental |
| 73000000 : Services de recherche et développement et services de conseil connexes |

|  |
| --- |
| NOM ET ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR  IRSN (Siège social)  31, avenue de la Division Leclerc  92262 Fontenay-aux-Roses Cedex  Tél. : 01 58 35 88 88 |



IRSN – 31 Avenue de la Division Leclerc 92260 FONTENAY AUX ROSES

**Table des matières**

[ARTICLE 1 - PREAMBULE 5](#_Toc163646895)

[ARTICLE 2 - Définition des termes du présent document 5](#_Toc163646896)

[ARTICLE 3 - Caractéristiques principales du marche public 6](#_Toc163646897)

[3.1 - Objet du marché 6](#_Toc163646898)

[3.2 - Type de marché 6](#_Toc163646899)

[3.3 - Définition des prestations du marché 6](#_Toc163646900)

[3.4 - Décomposition en tranches 7](#_Toc163646901)

[ARTICLE 4 - Pièces constitutives du marché 7](#_Toc163646902)

[ARTICLE 5 - Durée 7](#_Toc163646903)

[5.1 - Durée 7](#_Toc163646904)

[5.2 - Délais d’exécution 7](#_Toc163646905)

[ARTICLE 6 - Règlementation des prix 8](#_Toc163646906)

[6.1 - Forme de prix 8](#_Toc163646907)

[6.2 - Détermination du prix (de règlement) 8](#_Toc163646908)

[6.3 - Contenu des prix 8](#_Toc163646909)

[6.4 - Type de prix 8](#_Toc163646910)

[ARTICLE 7 - Modalités de règlement 8](#_Toc163646911)

[7.1 - Financement du marché 8](#_Toc163646912)

[7.2 - Avances 8](#_Toc163646913)

[7.3 - Acomptes 8](#_Toc163646914)

[7.4 - Echéancier de paiement 9](#_Toc163646915)

[7.5 - Présentation des demandes de paiement 9](#_Toc163646916)

[7.6 - Cession de créance 9](#_Toc163646917)

[7.7 - Délai de paiement 9](#_Toc163646918)

[7.7.1 - Point de départ du délai global de paiement 9](#_Toc163646919)

[7.7.2 - Retard de paiement et intérêts moratoires 10](#_Toc163646920)

[ARTICLE 8 - Organisation de l’achat 10](#_Toc163646921)

[8.1 - Marchés similaires 10](#_Toc163646922)

[8.2 - Emploi de travailleurs handicapés 10](#_Toc163646923)

[ARTICLE 9 - CONDITIONS D’EXECUTION DU MARCHE 11](#_Toc163646924)

[9.1 - Obligations générales 11](#_Toc163646925)

[9.1.1 - Obligations de résultats 11](#_Toc163646926)

[9.1.2 - Obligation d’information du Titulaire 11](#_Toc163646927)

[9.1.3 - Obligation de continuité des prestations 11](#_Toc163646928)

[9.1.4 - Obligation de confidentialité 11](#_Toc163646929)

[9.2 - Obligations particulières 11](#_Toc163646930)

[9.3 - Lieu(x) d’exécution 12](#_Toc163646931)

[9.4 - Droit de contrôle de la réalisation des prestations 12](#_Toc163646932)

[9.5 - Remise des documents et livrables 13](#_Toc163646933)

[9.6 - Exécution des prestations 13](#_Toc163646934)

[9.6.1 - Sécurité des échanges informatiques 13](#_Toc163646935)

[9.6.2 - Réunions 13](#_Toc163646936)

[9.6.3 - Sous-traitance 13](#_Toc163646937)

[9.7 - Opérations de vérification et garantie 14](#_Toc163646938)

[9.7.1 - Nature des opérations 14](#_Toc163646939)

[9.7.2 - Frais de vérification 14](#_Toc163646940)

[9.7.3 - Déroulement des opérations de vérification 14](#_Toc163646941)

[9.8 - Décisions après vérification 15](#_Toc163646942)

[9.8.1 - Vérifications quantitatives 15](#_Toc163646943)

[9.8.2 - Vérifications qualitatives 15](#_Toc163646944)

[9.8.3 - Admission, ajournement, réfaction et rejet 15](#_Toc163646945)

[9.9 - Transfert de propriété 16](#_Toc163646946)

[9.10 - Maintenance des prestations 17](#_Toc163646947)

[9.11 - Garantie 17](#_Toc163646948)

[9.12 - Interlocuteurs 17](#_Toc163646949)

[9.13 - Possibilités de recourir à un autre opérateur économique que le Titulaire du marché 17](#_Toc163646950)

[9.13.1 - En cas de défaillance du Titulaire 17](#_Toc163646951)

[ARTICLE 10 - Assurance de la qualité 19](#_Toc163646952)

[ARTICLE 11 - Clauses relatives au developpement durable 19](#_Toc163646953)

[11.1 - Clause environnementale 19](#_Toc163646954)

[11.2 - Clause relative à l’insertion sociale 19](#_Toc163646955)

[ARTICLE 12 - Protection des données à caractère personnel 20](#_Toc163646956)

[ARTICLE 13 - Pièces et attestations à fournir 20](#_Toc163646957)

[ARTICLE 14 - Propriété intellectuelle 20](#_Toc163646958)

[14.1 - Définition des termes propres à la propriété intellectuelle 20](#_Toc163646959)

[14.2 - Régime de propriété intellectuelle 21](#_Toc163646960)

[ARTICLE 15 - Modifications du marché public 21](#_Toc163646961)

[15.1 - Clauses de réexamen 21](#_Toc163646962)

[15.2 - Changement lié au statut du Titulaire 22](#_Toc163646963)

[15.3 - Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d’exécution 22](#_Toc163646964)

[ARTICLE 16 - Assurances 22](#_Toc163646965)

[ARTICLE 17 - Nantissement 23](#_Toc163646966)

[ARTICLE 18 - Pénalités 23](#_Toc163646967)

[18.1 - Détermination des pénalités 23](#_Toc163646968)

[18.1.1 - Pénalités pour non remise du contrat de sous-traitance 23](#_Toc163646969)

[18.1.2 - Pénalités pour tout retard constaté 23](#_Toc163646970)

[18.2 - Cumul des pénalités 23](#_Toc163646971)

[18.3 - Non-respect de la clause relative à la protection du secret 24](#_Toc163646972)

[18.4 - Plafonnement des pénalités 24](#_Toc163646973)

[18.5 - Plancher des pénalités 24](#_Toc163646974)

[18.6 - Facturation des pénalités 24](#_Toc163646975)

[18.7 - Caractères des pénalités 24](#_Toc163646976)

[ARTICLE 19 - Prime d’avance 24](#_Toc163646977)

[ARTICLE 20 - Résiliations 24](#_Toc163646978)

[20.1 - Généralités 24](#_Toc163646979)

[20.2 - Résiliations en cas d’événements extérieurs au marché 25](#_Toc163646980)

[20.3 - Résiliations en cas d’événements liés au marché 25](#_Toc163646981)

[ARTICLE 21 - Règlement des différends 25](#_Toc163646982)

[ARTICLE 22 - Liste récapitulative des dérogations au CCAG-FCS 26](#_Toc163646983)

[Annexe n°1 : ordre de service – bon de commande 27](#_Toc163646984)

[Annexe n°2 : BAREME DE REMBOURSEMENT DES FRAIS PROFESSIONNELS DE DEPLACEMENT 28](#_Toc163646985)

# PREAMBULE

Le présent marché relève du chapitre 1er « Marchés » (article L1111-1 à L1111-5) du Code de la commande publique.

# Définition des termes du présent document

Au sens du présent document :

Le « pouvoir adjudicateur » est la personne qui conclut le marché avec le titulaire. Il est ci-après dénommé Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire ou IRSN.

Le « titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

La « notification » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception ;

Les « prestations » désignent les fournitures courantes ou les services objet du marché.

L’ « ordre de service », au sens du CCAG : est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché. Le bon de commande est ainsi un ordre de service mais un ordre de service n’est pas forcément un bon de commande (ex : ordre de service de démarrage).

Ordre de service valant bon de commande : les contraintes techniques liées à notre système informatique et à aux dénominations intitulent des bons de commande « ordre de service » mais correspondent bien à des bons de commande.

L’ « admission » est la décision, prise après vérifications, par laquelle le pouvoir adjudicateur reconnaît la conformité, sans réserve, des prestations aux stipulations du marché. La décision d'admission vaut constatation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie.

Les « réserves » sont l'ensemble des constatations de non-conformité aux stipulations du marché, faites lors des vérifications préalables à l'admission, qui sont portées à la connaissance du titulaire et qui font obstacle au prononcé de la décision d'admission par le pouvoir adjudicateur. En cas de réserves, la décision d'admission est ajournée ou prononcée avec une réfaction du prix.

L’« ajournement » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations pourraient être admises moyennant des corrections opérées par le titulaire (réserves).

La « réfaction » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état.

Le « rejet » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations ne peuvent être admises, même après ajournement ou avec réfaction.

Le « cahier des charges » est le document contenant l’ensemble des prescriptions techniques s’imposant au Titulaire du marché. Il peut également être dénommé « CCTP ».

# Caractéristiques principales du marche public

## Objet du marché

Le présent marché a pour objet : réalisation de prestations d’expertise de sûreté relatives à l’analyse du comportement des ouvrages de génie civil participant à la sûreté des installations nucléaires

## Type de marché

Le présent marché constitue un accord-cadre à bons de commandes monoattributaire passé en application des articles L. 2125-1-1°, R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-4 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2123-14 du Code de la commande publique.

## Définition des prestations du marché

Le nombre de dossiers à traiter dans le cadre de cette prestation sera au minimum de 2 et au maximum de 6. Les trois dossiers suivants sont des dossiers type pour lesquels il est attendu que les soumissionnaires présentent un chiffrage:

* Dossier 1 : Justification de la stabilité d’ensemble d’une cheminée métallique et de la résistance de ces ancrages à l’égard du séisme et des aléas climatiques, dont la tornade;
* Dossier 2 : Justification du comportement d’un ouvrage en BA à l’égard du séisme et des effets directs et indirects de la tornade extrême ; cet ouvrage de dimensions 60 m de longueur, 42 m de largeur et 36 m de hauteur est enterré sur une profondeur de 11m, et est surmonté d’un ensemble d’édicules et d’une cheminée ; les exigences de comportement attribuées à cet ouvrage sont la résistance, la stabilité et la non-interaction avec les ouvrages mitoyens.
* Dossier 3 : Justification du comportement d’un atelier constitué de trois blocs indépendants à l’égard du séisme et des aléas climatiques. Les exigences de comportement attribués à ces trois blocs sont la stabilité d’ensemble, la stabilité structurelle, le supportage, le confinement pour certains locaux et la non-interaction avec les blocs mitoyens en toutes situations (normales, accidentelles et extrêmes). Les dimensions des blocs en BA sont de 40 m par 40 m pour une hauteur de 32 m environ. Une approche par étapes est mise en œuvre pour justifier le respect des exigences susmentionnées attribuées à ces trois blocs.

Le détail technique des prestations attendues est précisé au sein du cahier des charges.

## Décomposition en tranches

Sans objet.

# Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l’article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces du marché sont les documents énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent par ordre de priorité décroissante suivant :

* L’acte d'engagement référencé IRSN-DA3-85276-AE et ses annexes ;
* L’annexe financière référencée IRSN-DA3-85276-AF et ses annexes ;
* Le Cahier des Clauses Administratives Particulières référencé DA3-85276-CCAP ( autre référence PSN-EXP/SES/2024-000) ;
* Le Cahier des Clauses Techniques Particulières référencé DA3-85276-CCTP ;
* Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services [(CCAG-FCS](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341)), approuvé par arrêté du 30 mars 2021
* Le Cahier des Dispositions Générales applicables aux Marchés passés par l’IRSN (édition de novembre 2006), et notamment l’annexe C ;
* L'offre technique du Titulaire ou tout autre document qui en tient lieu

# Durée

## Durée

Le marché est conclu pour une durée ferme de 12 mois à compter de sa date de notification.

Il est reconductible 2 fois pour une période de 6 mois qui sera confirmé par simple courriel un mois avant la date d'échéance du marché, le Titulaire ne pourra pas s’y opposer.

En cas de non-reconduction, le titulaire ne pourra élever aucune réclamation. La durée globale du marché, période de reconduction comprise, ne peut dépasser 24 mois.

Toutefois, les bons de commandes (aussi appelés ordre de services) notifiés avant la date d’échéance de l’accord-cadre demeurent exécutables. Leur durée d’exécution ne pourra dépasser six (6) mois après la date d’échéance de l’accord-cadre et dans les conditions fixées au présent CCAP, en fonction de la complexité de l’ensemble des prestations à réaliser ainsi que des contraintes de qualité

## Délais d’exécution

Les délais d’exécution seront précisés dans l’offre du Titulaire ou dans le planning d’exécution

# Règlementation des prix

## Forme de prix

Les prestations relatives au présent marché sont à prix unitaires dont la répartition est précisée au sein de l’annexe financière.

Conformément à l’article R. 2162-4 du Code de la commande publique, l’accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum qui s’élève à 150 000,00 € H.T. pour la durée totale du marché.

## Détermination du prix (de règlement)

Le présent marché est conclu à prix définitif.

## Contenu des prix

L’ensemble des prix est réputé complet : aucun frais auxiliaire ne sera pris en compte.

Les frais non inclus au prix du marché doivent figurer dans l’annexe financière à l’acte d’engagement ou être prévu au sein du présent marché.

## Type de prix

Le présent marché s’exécute à prix fermes et demeurent invariés pendant toute sa durée.

# Modalités de règlement

## Financement du marché

Le financement des prestations exécutées au titre du présent marché s’effectue en totalité le budget de l’IRSN.

## Avances

Sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la commande publique, le Titulaire ne bénéficie pas de l’avance.

## Acomptes

Le présent marché ne donne pas droit au paiement d’acomptes dans les conditions prévues à l’article L2191-4 et R2191-20 à R2191-23 du Code de la commande publique.

## Echéancier de paiement

Les paiements sont réalisés en euros selon les règles de la comptabilité publique, à terme échu, par virement sur le compte ouvert au nom du Titulaire. Les prestations seront facturées après acceptation par l’IRSN, des livrables correspondants, sur la base du type et nombre d’unités d’œuvre réalisées tels qu’indiqués sur les ordres de service valant bons de commande.

Les frais de déplacement seront remboursés suivant les conditions de l’annexe 2, jusqu’à 3 mois pour donner suite à la fin de la réalisation, ces frais feront l’objet d’une facturation indépendante.

## Présentation des demandes de paiement

Les factures sont obligatoirement à transmettre de manière dématérialisée. L’IRSN sera en droit de rejeter toute facture reçue par la poste ou par tout autre moyen que la solution Chorus Portail Pro (CPP).

CPP est accessible à l’adresse suivante :<https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour déclarer les factures en ligne :

Après s’être enregistré sur CPP, avec son numéro de SIRET, le Titulaire pourra déclarer les factures en identifiant le client IRSN par son SIRET 440 546 018 00027 et par le numéro d’engagement correspondant au numéro du marché IRSN qui sera communiqué au Titulaire sous le format suivant « n° de contrat 50000XXX et le numéro de commande 34000XXXX », en page de garde de l’acte d’engagement.

La demande de paiement comprend l’ensemble des éléments prévus à l’article 11.3 du CCAG-FCS en vigueur à la date de conclusion du marché.

Toute facture non conforme sera renvoyée à l’émetteur. Le délai de paiement sera suspendu jusqu’à réception de la facture dûment rectifiée et conforme.

## Cession de créance

En cas de cession de créance par le Titulaire, et par le biais d’un certificat de cessibilité, la cession ne sera opposable que si elle est notifiée à l’Agent Comptable (IRSN – Agence Comptable - BP N°17 - 92262 – Fontenay-aux-Roses Cedex). Aux termes de l’article 37 du décret N°2012-1246 du 7 novembre 2013 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, « toutes oppositions ou autres significations ayant pour objet d’empêcher un paiement doivent être faites entre les mains du comptable public assignataire de la dépense ».

## Délai de paiement

### Point de départ du délai global de paiement

Le délai maximal de paiement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l’IRSN, dès lors que celle‐ci répond aux stipulations du présent marché, ou à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

### Retard de paiement et intérêts moratoires

En application de de la loi n° 2013‐100 du 28 janvier 2013 et de ses décrets d’application, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans les délais fixés à l'article 1er sur la base provisoire des sommes admises par l’IRSN. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au créancier, celui‐ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence. Par ailleurs, dans pareil cas de figure, en application de la loi du 28 janvier 2013 et du décret du 29 mars 2013, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (montant fixé à 40€) sera due de plein droit et sans autre formalité (c’est‐à‐dire sans que le bénéficiaire soit tenu de la demander) à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante‐cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

# Organisation de l’achat

## Marchés similaires

L’IRSN se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet des prestations complémentaires exécutées par le Titulaire du marché au sens de l’article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

## Emploi de travailleurs handicapés

Le présent marché ne relève pas de la catégorie des marchés réservés aux opérateurs économiques employant des travailleurs handicapés et défavorisés mentionnés à l’article L. 5213-13 du Code du travail et aux établissements et services d’aide par le travail (ESAT) mentionné à l’article L. 344-2 du Code de l’action sociale et des familles ainsi qu’à des structures équivalentes.

# CONDITIONS D’EXECUTION DU MARCHE

## Obligations générales

### Obligations de résultats

Au titre du présent paragraphe, le Titulaire s’engage à affecter le personnel et le matériel nécessaires tant en nombre qu’en qualification pour effectuer les prestations qui lui seront confiées au titre du présent marché. Il doit s’assurer d’obtenir les niveaux de qualité requis et définis au cahier des charges.

Le Titulaire s'engage à donner aux représentants de l'IRSN dûment mandatés par celui-ci, toutes les facilités pour suivre sur place l'exécution des opérations.

### Obligation d’information du Titulaire

Le Titulaire est tenu à une obligation générale de conseil, notamment d’information et de recommandations vis-à-vis de l’IRSN. Le Titulaire reconnaît ainsi être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde de l’IRSN pour toute question touchant directement ou indirectement la réalisation des prestations.

### Obligation de continuité des prestations

En cas d’indisponibilité pour quelque raison que ce soit telle que maladie, démission, congés de l’un quelconque des membres du personnel du Titulaire affecté à l’exécution des prestations objet du marché, le Titulaire prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité des prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalentes.

### Obligation de confidentialité

Par dérogation à l’article 5.1 du CCAG-FCS, le Titulaire du marché est astreint à une obligation particulière de confidentialité, notamment à l’égard de tout tiers extérieur à l’IRSN, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Sauf autorisation expresse de l’IRSN, il s’engage à n’utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l’occasion de l’exécution du marché, ainsi qu’aucun résultat de ses travaux. Ces obligations persisteront après l’exécution du marché. Ces obligations s’imposent également au personnel du Titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

## Obligations particulières

Le Titulaire s’engage à communiquer à l’IRSN la liste du personnel affecté à l’exécution des prestations objet du présent marché. Ce personnel doit être agréé par l’IRSN. La liste du personnel présenté pour l’agrément doit être établie de telle sorte qu’un nombre suffisant d’agents soit muni de cet agrément afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le cas échéant, l’IRSN pourra procéder auprès des personnels du Titulaire à une séance explicative des obligations de confidentialité associées au présent contrat et leur demander de signer à titre individuel un engagement de respect des dites obligations.

Le Titulaire s’engage à retirer sans délai tout agent qui n’a pas été agréé sans pour autant pouvoir s’en prévaloir pour justifier une quelconque défaillance dans l’exécution de ses prestations.

L’IRSN pourra s’opposer à l’affectation sur le site d’un ou plusieurs agents ainsi qu’à leur maintien en fonction sans que la responsabilité de l’IRSN puisse être engagée de ce fait.

## Lieu(x) d’exécution

Le marché s’exécute préférentiellement dans les locaux de l’IRSN à Fontenay aux Roses. Au titre de sa présence dans les locaux de l’IRSN, le personnel du Titulaire affecté aux prestations, objet du présent marché, sera tenu de respecter :

* L’ensemble des dispositions législatives et réglementaires selon le code du travail fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.
* Les règlements intérieurs en vigueur pour l’installation, et leur annexe, la « charte relative au bon usage des systèmes d’information de l’IRSN », qui en fait partie intégrante.

L’IRSN se réserve le droit de s'assurer à tout moment, du respect par le personnel du Titulaire, des lois et règlements en vigueur. En cas de manquement à ces obligations, notification en sera faite par l’IRSN au responsable local du Titulaire qui devra prendre toute mesure pour faire cesser le trouble sans délai. L’IRSN pourra interdire l'accès des locaux au personnel défaillant. Toutefois, en cas d'urgence dûment justifiée ou dûment démontrée, cette exclusion pourra être immédiate.

## Droit de contrôle de la réalisation des prestations

L’IRSN peut suivre sur place le déroulement des prestations sur leur lieu d’exécution avec un accès réservé aux seuls représentants de l’IRSN.

Les personnes qu'il désigne à cet effet ont libre accès aux seules zones concernées par l'exécution des prestations prévues par le marché, dans le respect des consignes de sécurité prévues pour le site. Elles sont tenues aux obligations de confidentialité prévues au sein du présent document.

L’IRSN peut exercer un droit de contrôle en cours d'exécution du marché. Si le Titulaire entrave l’exercice de ce droit de contrôle, il encourt les sanctions prévues à l’article Résiliation.

## Remise des documents et livrables

Au cours de l’exécution du marché, le Titulaire devra remettre les documents et livrables suivants aux dates/périodes correspondantes :

* Rapport de suivi de l’avancement de la prestation ;
* Notes d’analyse préalable des documents techniques du dossier examiné (quelques pages) ;
* Ensemble des supports techniques élaborés (notes, questionnaires, planches de présentation, note de calculs, fichiers de données ou de calcul…) ;
* Ensemble des rapports techniques et fichiers associés au cas traité.

## Exécution des prestations

### Sécurité des échanges informatiques

Pour ses échanges avec l’IRSN, le Titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires sur ses systèmes informatiques afin de ne pas apporter de perturbations aux systèmes de l’IRSN par introduction de parasites, connus sous les noms génériques de virus, chevaux de Troie, bombes logiques, vers, etc.

### Réunions

Les prestations, objet du marché, sont effectuées en étroite liaison avec les représentants de l’IRSN mentionné dans le cahier des charges. Ces prestations feront l’objet d’une réunion de démarrage et de réunions techniques d’avancement. Le chef de projet peut tenir d’autres réunions à la demande de l’une des parties par échange de correspondance. Chaque réunion fait l’objet d’un compte rendu en double exemplaire, établi par le Titulaire dans un délai de trois (3) jours ouvrés suivant la réunion, et soumis à l’accord préalable de l’IRSN avant diffusion. Les réunions de déroulent soit en présentiel sur le site de l’IRSN à Fontenay-aux-Roses soit en distanciel selon la nature de la réunion.

### Sous-traitance

L’IRSN autorise le Titulaire à sous-traiter l’exécution de certaines parties de son marché sous réserve de l’acceptation du ou des sous-traitants, et de l’agrément de leurs conditions de paiement, avant tout commencement d’exécution, par l’IRSN. Le Titulaire s’oblige à interdire à son sous-traitant de 1er rang, le recours à de la sous-traitance. En conséquence la sous-traitance est limitée à un rang, sauf cas particulier ou spécifique, et avec l’accord préalable et écrit de l’IRSN. Le défaut de déclaration de sous-traitance est sanctionné par les dispositions définies aux articles pénalité et résiliation du présent document. Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire du marché doit joindre à la demande d’acceptation de sous-traitance, les documents permettant de justifier de sa capacité économique et technique à réaliser les prestations sous-traitées. Le Titulaire doit reporter dans les contrats avec ses sous-traitants l’ensemble des obligations et des spécifications du présent marché relatives aux prestations sous–traitées.

## Opérations de vérification et garantie

### Nature des opérations

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du présent marché. Le Titulaire garantit que les prestations sont réalisées selon les usages de la profession pour les fournitures courantes ou services en cause. Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par l’IRSN sur les prestations livrées au titre du marché.

### Frais de vérification

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge de l’IRSN pour les opérations qui, conformément aux stipulations du marché, doivent être exécutées dans les locaux de l’IRSN. Ils sont à la charge du Titulaire dans les autres cas.

Toutefois, lorsqu'une des parties a accepté de faire exécuter dans ses propres locaux des essais qui, conformément aux documents particuliers du marché, auraient dû être effectués dans ceux de l'autre partie, les frais correspondants sont à la charge de cette dernière.

Le Titulaire avise l’IRSN de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

L’IRSN avise le Titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications, afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.

L'absence du Titulaire dûment avisé, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

### Déroulement des opérations de vérification

L’IRSN effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Il peut notifier au Titulaire sur-le-champ sa décision.

Il doit le faire sans délai dans le cas de fournitures rapidement altérables. Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

Les opérations de vérification autres que celles qui sont mentionnées ci-dessus sont exécutées par l’IRSN, dans les conditions prévues ci-dessous.

Le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de quinze (15) jours. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

Pour les vérifications effectuées dans les locaux de l’IRSN ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date de la livraison ou de mise en service, le cas échéant, en ce lieu.  
Pour les vérifications qui, aux termes du marché, sont effectuées dans les locaux du Titulaire ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date à laquelle le Titulaire signale que, sous réserve des dispositions du 3 ci-dessous, la totalité des fournitures ou des services est prête à être vérifiée.

Dans le cas d'un marché comportant des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

## Décisions après vérification

### Vérifications quantitatives

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, l’IRSN peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le Titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

* Soit de reprendre l'excédent fourni ;
* Soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

### Vérifications qualitatives

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l’IRSN prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues ci-dessous.

### Admission, ajournement, réfaction et rejet

Admission :

L’IRSN prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au Titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison.

Ajournement :

L’IRSN, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le Titulaire à présenter à nouveau à l’IRSN les prestations mises au point, dans un délai de quinze (15) jours.

Le Titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix (10) jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du Titulaire ou du silence gardé par lui durant ce délai, l’IRSN a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux 3 et 4 du présent article, dans un délai de quinze (15) jours courant de la notification du refus du Titulaire ou de l'expiration du délai de dix (10) jours ci-dessus mentionné.

Par dérogation à l’article 30.2.1 du CCAG-FCS, le silence de l’IRSN au-delà de ce délai de quinze (15) jours vaut admission des prestations.

Si le Titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l’IRSN dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le Titulaire.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux de l’IRSN, le Titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par l’IRSN, aux frais du Titulaire.  
Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux de l’IRSN présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du Titulaire, après que celui-ci en a été informé.

Réfaction :

Lorsque l’IRSN estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au Titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

Rejet :

Lorsque l’IRSN estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total par une décision de rejet motivée.

En cas de rejet, le Titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché à ses frais d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet. À défaut de reprise des prestations rejetées, dans le délai d’un mois, l’IRSN se réserve la possibilité de faire réaliser les prestations aux frais et risques du Titulaire

## Transfert de propriété

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété. Si la remise des prestations à l’IRSN est postérieure à leur admission, le Titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

## Maintenance des prestations

Le présent marché ne prévoit pas la maintenance des prestations livrées.

## Garantie

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale de six mois. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le Titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l’IRSN.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le Titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l’IRSN un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai dont dispose le Titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par les documents particuliers du marché ou, à défaut, par décision du IRSN après consultation du Titulaire.

Pendant le délai de garantie, le Titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l’IRSN. Il peut en demander le règlement s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le Titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Le présent marché ne présente pas de garanties particulières.

## Interlocuteurs

Les désignations des interlocuteurs et adresses des deux parties au présent marché sont précisées au sein de l'acte d'engagement du présent marché et du cahier des charges.

## Possibilités de recourir à un autre opérateur économique que le Titulaire du marché

### En cas de défaillance du Titulaire

En cas de manquement grave du Titulaire dans l'exécution du marché, l'IRSN se réserve la possibilité de réaliser un marché de substitution avec un autre opérateur économique aux frais et risques du Titulaire.

En cas de constat d'un tel manquement, l'IRSN mettra en demeure le Titulaire de se conformer à ses obligations contractuelles et, le cas échéant, de sa volonté de résilier le marché et/ou de s’engager avec un autre opérateur économique sur le périmètre duquel les prestations ne sont ou ne peuvent plus être assurées. Le Titulaire aura dix (10) jours pour présenter ses observations.

A l'expiration de ces dix (10) jours calendaires, et dans le cas où la mise en demeure est restée sans effet, un marché de substitution pourra être conclu avec un nouvel opérateur économique. Ce marché sera notifié au Titulaire fautif.

Les conséquences onéreuses de la résiliation du marché et/ou de la réalisation du marché de substitution seront supportées par le Titulaire fautif.

Dérogations au principe d’exclusivité

Aucun opérateur économique supplémentaire ne peut adhérer au présent accord-cadre et **CHOISIR** se voir attribuer des bons de commandes..

L’exclusivité est en principe garantie au(x) Titulaire(s) de l’accord-cadre. En dehors de l’hypothèse d’une défaillance du Titulaire, l’IRSN se réserve toutefois, sans priver le Titulaire de l’exécution des prestations raisonnablement attendues au vu de l’estimation de l’accord-cadre, de pouvoir recourir à un tiers pour les prestations prévues à l'accord-cadre et déterminées ci-dessous.

Le recours à des tiers à l’accord-cadre sera justifié par des raisons objectives et pour les montants et périmètres décrits ci-après. Le nouveau marché conclu avec un tiers sera précédé de mesures de publicité et de mise en concurrence applicables sauf si le marché entre dans l’une des hypothèses permettant de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence, prévues par le Code de la commande publique.

Ces prestations concernent le périmètre suivant :

La prestation comporte 3 type de dossiers :

* Dossier 1 : Justification de la stabilité d’ensemble d’une cheminée métallique et de la résistance de ces ancrages à l’égard du séisme et des aléas climatiques, dont la tornade;
* Dossier 2 : Justification du comportement d’un ouvrage en BA à l’égard du séisme et des effets directs et indirects de la tornade extrême ; cet ouvrage de dimensions 60 m de longueur, 42 m de largeur et 36 m de hauteur est enterré sur une profondeur de 11m, et est surmonté d’un ensemble d’édicules et d’une cheminée ;Les exigences de comportement attribuées à cet ouvrage sont la résistance, la stabilité et la non-interaction avec les ouvrages mitoyens.
* Dossier 3 : Justification du comportement d’un atelier constituée de trois blocs indépendants à l’égard du séisme et des aléas climatiques. Les exigences de comportement attribués à ces trois blocs sont la stabilité d’ensemble, la stabilité structurelle, le supportage, le confinement pour certains locaux et la non-interaction avec les blocs mitoyens en toutes situations (normales, accidentelles et extrêmes). Les dimensions des blocs en BA sont de 40 m par 40 m pour une hauteur de 32 m environ. Une approche par étapes est mise en œuvre pour justifier le respect des exigences susmentionnées attribuées à ces trois blocs.

Le détail technique des prestations attendues est précisé au sein du cahier des charges.

# Assurance de la qualité

Le Titulaire doit remettre au moment de la réunion de lancement un Plan Particulier d’Assurance Qualité (« PPAQ ») ou tout autre document qui en tient lieu relatif à la réalisation des prestations du présent marché.

Le PPAQ ou tout document équivalent est soumis à l’acceptation préalable de l’IRSN.

Chaque fois qu’il le jugera nécessaire, l’IRSN pourra procéder à un contrôle des conditions d’exécution des prestations, et de manière générale, du respect des obligations à la charge du Titulaire. Dans le cadre d’un audit, l’IRSN devra informer le Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis minimum de dix (10) jours ouvrés. Si l’IRSN ne procède pas lui-même à l’audit, il mandatera un tiers indépendant qui sera non concurrent du Titulaire sur les prestations objet du présent accord et qui devra signer un engagement de confidentialité.

Durant l’audit, le Titulaire s’engage à collaborer en toute bonne foi avec l’IRSN ou son représentant et à lui faciliter son audit en lui procurant toutes les informations nécessaires et en répondant à ses demandes afférentes à l’audit. L’IRSN s’engage à conduire l’audit en veillant à désorganiser au minimum l’exécution des prestations du Titulaire.

A l’issue de l’audit, un exemplaire du rapport d’audit sera remis à chaque partie, qui le conservera strictement confidentiel. Dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de sa remise, les parties examineront de bonne foi ensemble, avec si nécessaire la présence des auditeurs, le rapport d’audit. Le cas échéant, ils identifieront les actions à engager par l’une ou l’autre des parties pour garantir la bonne exécution des prestations selon les niveaux de service contractuels.

Le Titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir de la réalisation de l’audit pour diminuer sa responsabilité sur ses obligations contractuelles et l’exécution des prestations préalables à l’audit, en cours ou planifiées. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le présent marché pourra être résilié de plein droit, sans aucune indemnité, aux torts du Titulaire.

# Clauses relatives au developpement durable

## Clause environnementale

Le présent marché ne présente pas de clause environnementale.

## Clause relative à l’insertion sociale

Le présent marché ne présente pas de clause d'insertion sociale.

# Protection des données à caractère personnel

En cas de traitement de données à caractère personnel dans le cadre du présent contrat, les Parties s’engagent à respecter les obligations leur incombant en application de la réglementation en vigueur et, en particulier, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Chaque Partie est responsable des Traitements qu’elle met en œuvre seule.

Les Parties définissent, le cas échéant, de manière transparente leurs obligations respectives aux fins d'assurer le respect des exigences du RGPD.

Et si le Titulaire en détient à titre exceptionnel, ces données personnelles seront fournies à l’IRSN et supprimées si nécessaires à l’issu du contrat.

# Pièces et attestations à fournir

Le Titulaire s’engage à fournir :

* Chaque année, une attestation de police d'assurance de responsabilité pour les risques pertinents ;
* Tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu’à la fin de l’exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l’honneur prévues à l’article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l’IRSN, à l’adresse suivante :

* <https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article [« Résiliation »](#_Résiliation) au sein du présent document.

# Propriété intellectuelle

## Définition des termes propres à la propriété intellectuelle

Les « résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché, tels que, notamment, les œuvres, les logiciels, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, les bases de données, les signes distinctifs, les noms de domaine, les informations, les sites internet, les rapports, les études, les marques, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du [code de la propriété intellectuelle](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?cidTexte=LEGITEXT000006069414&dateTexte=&categorieLien=cid), et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes.

Le « savoir-faire » : est un ensemble d'informations pratiques non brevetées, résultant de l'expérience et testées, qui est :

1. Secret, c'est-à-dire qu'il n'est pas généralement connu ou facilement accessible ;
2. Substantiel, c'est-à-dire important et utile pour la production des résultats ;
3. Identifié, c'est-à-dire décrit d'une façon suffisamment complète pour permettre de vérifier qu'il remplit les conditions de secret et de substantialité.

Les « connaissances antérieures » : désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet du marché, tels que notamment les œuvres, les logiciels, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, les bases de données, les signes distinctifs, les noms de domaine, les informations, les sites internet, les rapports, les études, les marques, les dessins et modèles, les inventions brevetables ou non au sens du [code de la propriété intellectuelle](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?cidTexte=LEGITEXT000006069414&dateTexte=&categorieLien=cid), et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes et qui appartiennent, au jour de la notification du marché, au Titulaire du marché ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence. Les connaissances antérieures sont identifiées dans les documents particuliers du marché.

Les « tiers désignés dans le marché » : désignent les personnes désignées dans les documents particuliers du marché qui bénéficient des mêmes droits et qui sont soumises aux mêmes obligations que l’IRSN pour l'utilisation des résultats.

## Régime de propriété intellectuelle

Il est choisi de déroger au régime de propriété intellectuelle prévu au CCAG.

# Modifications du marché public

## Clauses de réexamen

En application du 1° de l’article L2194-1 et du R2194-1 du Code de la commande publique, l’IRSN se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

* En cas d’évolution technique ou réglementaire nécessitant l’adjonction de nouvelles références au marché,
* En cas d’évolution dans la méthode de calculs qui permettrait, notamment de réaliser des calculs en des temps réduits ou obtenir de meilleurs résultats pour l’IRSN ;

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée par l’IRSN ou par le Titulaire, sur demande justifiée, par voie d’actes de modification du marché (avenants) afin de déterminer notamment les surcoûts liés aux modifications d’exécution des prestations et des conséquences liées, le cas échéant, à la prolongation des délais d’exécution du marché.

## Changement lié au statut du Titulaire

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à l'IRSN dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communicant un extrait du K-bis mentionnant ce changement.

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

* Changement de dénomination sociale sans création d’une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale ;
* Changement de statut juridique ;
* Changement de références bancaires ;
* Changement d’adresse.

Un certificat administratif est alors établi par l'IRSN.

## Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d’exécution

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir l’IRSN, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

L’IRSN vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l’exécution des prestations et, le cas échéant s’il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l’ensemble des pièces justifiants de ses capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités techniques et financières suffisantes, un avenant de transfert établi par l’IRSN est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l’IRSN peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

# Assurances

Le Titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l’égard de l’IRSN et des tiers, victimes d’accidents ou de dommages causés par l’exécution des prestations, et, par dérogation à l’article 9 du CCAG-FCS, aux champs suivants :

Pour les pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l’assuré est civilement responsable, en vertu de l’article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;

Pour les pertes et dommages causés aux tiers du fait d’accidents ou d’incendies par ses matériels d’industrie, de commerce ou d’exploitation ;

Pour les vols et détérioration du matériel de l’IRSN dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Le Titulaire est ainsi responsable dans les conditions du droit commun, des dommages directs de toute nature dont lui-même, ses préposés, l’IRSN, les agents de l’IRSN, ou des tiers pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir, à l’occasion de l’exécution des prestations prévues au sein du présent marché.

Le Titulaire renonce à tout recours contre l’IRSN pour les dommages de toute nature que le matériel, dont il est propriétaire ou locataire, pourrait subir et s’engage à obtenir une renonciation à recours identique de ses sous-traitants et des assureurs de ce matériel, sauf faute lourde ou intentionnelle de l’IRSN.

Le Titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d’exécution de celui-ci, qu’il est Titulaire de ces contrats d’assurances, au moyen d’une attestation établissant l’étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l’exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l’IRSN et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

# Nantissement

Le marché peut faire l’objet d’un nantissement prévu à l’article L2191-8 du Code de la commande publique.

# Pénalités

## Détermination des pénalités

### Pénalités pour non remise du contrat de sous-traitance

La non-remise du contrat de sous-traitance par le Titulaire à l’IRSN voit s’appliquer une pénalité de 400,00 €HT par jour ouvrable de retard.

### Pénalités pour tout retard constaté

Pour toutes prestations assorties d’un délai contractuel, notamment, mais non exclusivement, la remise des livrables, la remise du PPAQ, et à chaque retard constaté, l’IRSN se réserve la possibilité d’appliquer au Titulaire une pénalité de retard de 400 € HT par jour ouvrable de retard, sans mise en demeure préalable.

## Cumul des pénalités

Les pénalités mentionnées ci-dessus sont cumulables dans les limites du plafonnement déterminé ci-dessous.

## Non-respect de la clause relative à la protection du secret

En cas de non-respect de la Fiche de Clôture de l’Annexe de Sécurité (FICAS), le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 45 000, 00 €HT. Cette sanction est indépendante des pénalités prévues dans le marché et exclut du champ du plafonnement.

## Plafonnement des pénalités

Les pénalités indiquées ci-dessus sont cumulables .

Pour chaque facture portant sur des prestations sujettes à pénalités, le montant total toute pénalité confondue est plafonné à un maximum de 15% du montant de référence des prestations objet du manquement.

## Plancher des pénalités

Par dérogation à l’article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n’est pas appliqué d’exonération toute pénalité confondue en-dessous d’un montant de 1000,00 €HT sur l’ensemble du marché.

## Facturation des pénalités

Les pénalités seront facturées par l’IRSN au Titulaire.

## Caractères des pénalités

Les pénalités appliquées au Titulaire :

* Sont applicables seulement sur le montant initial du marché, ou le cas échéant, de la tranche ferme ou du bon de commande ;
* Ont un caractère non libératoire. Leur application ne prive pas l’IRSN de la possibilité de prétendre à une quelconque réparation de la part du Titulaire dans l’éventualité d’un préjudice causé à l’IRSN ;
* Doivent être calculés en jours ouvrables et non calendaires.

# Prime d’avance

Le Titulaire ne bénéficie pas d’une prime d’avance.

# Résiliations

## Généralités

Pour toute mise en œuvre d’une résiliation par l’IRSN au titre du présent marché, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, l’IRSN informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire. La résiliation n'ouvre droit pour le Titulaire à aucune indemnité.

## Résiliations en cas d’événements extérieurs au marché

L’IRSN se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l’article résiliation du CCAG correspondant au marché.

## Résiliations en cas d’événements liés au marché

Sauf indication contraires, les résiliations sont réalisées sans indemnités.

**En cas de cession du marché :**

Dans le cas où le marché fait l’objet d’une cession, et que le nouveau cessionnaire du marché ne présente pas les capacités techniques et financières suffisantes, l’IRSN peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

**En cas de non-respect de la clause de sauvegarde :**

Si l’augmentation de prix annuelle résultant de la révision est supérieure à trois pourcent (3%), l'IRSN se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité.

En cas de faute du Titulaire :

L’IRSN se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l’article résiliation du CCAG correspondant au marché.

En cas de non-respect de la clause relative à la protection du secret

En cas de perte de de l’habilitation Secret Défense ou Très Secret Défense en cours d’exécution du marché, celui-ci est résilié de plein droit par l’IRSN, en totalité ou en partie, sans indemnités.

# Règlement des différends

Tout différend entre les parties, né de l'application du présent marché, ne peut être invoqué comme motif justifiant l'inexécution d'une obligation.

En cas de survenue d'une difficulté d'exécution, les parties se donnent les moyens de résoudre leur différend à l’amiable.

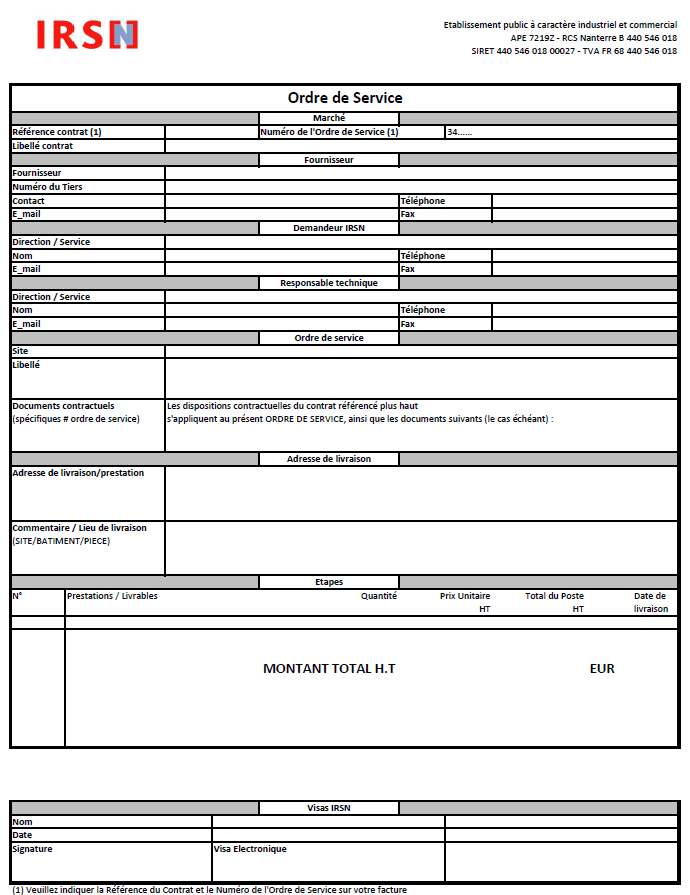
Si le différend persiste, le litige sera porté au contentieux devant les juridictions administratives. A cette fin, et conformément à l’article R312-11 du Code de Justice Administrative, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif du lieu d’exécution du présent marché à savoir le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

# Liste récapitulative des dérogations au CCAG-FCS

Les articles suivants dérogent au CCAG-FCS :

* L’article 4 du présent CCAP déroge à l’article 4.1 du CCAG-FCS sur la hiérarchie des pièces contractuelles
* L’article 9.1.4 du présent CCAP déroge à l’article 5.1 du CCAG-FCS en matière de confidentialité
* L’article 9.8.3 du présent CCAP déroge à l’article 30.2.1 du CCAG-FCS en matière d’ajournement de prestations pour le silence de l’IRSN au-delà d’un délai de quinze (15) jours vaut acceptation.
* L’article 16 du CCAP déroge à l’article 9 du CCAG-FCS en matière d’extension du champ d’application des assurances obligatoires.
* L’article 19.4 du présent CCAP déroge à l’article 14.1.2 du CCAG-FCS sur le montant plancher des pénalités de retard
* L’article 19.5 du présent CCAP déroge à l’article 14.1.3 du CCAG-FCS sur le montant plafond des pénalités de retard
* L’article 22.3 du présent CCAP déroge à l’article 41 du CCAG en matière de résiliation du marché en cas de non-respect de la clause de sauvegarde.

# Annexe n°1 : ordre de service – bon de commande



# Annexe n°2 : BAREME DE REMBOURSEMENT DES FRAIS PROFESSIONNELS DE DEPLACEMENT

Les déplacements effectués à moins de 75 km du siège social du Titulaire ou du lieu habituel de réalisation des prestations ne donnent lieu à aucun remboursement. L’IRSN ne rembourse pas les frais de taxi, pour quelque motif que ce soit. Les dépenses sont remboursées sur la base des frais réellement engagés sur production des justificatifs correspondants et dans la limite des plafonds journaliers ci-après définis.

A- EN FRANCE

I - CONDITIONS DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT (Transports collectifs)

Les voyages et séjours seront remboursés sur la base des indemnités de déplacement fixées comme suit :

\* VOYAGES

|  |  |
| --- | --- |
| Voyage de jour | S.N.C.F. 2ème classe ~~- Avion classe éco~~ |
| Voyage de nuit | Couchette ~~- Avion classe éco~~ |

\* SEJOUR

Si la durée du séjour est inférieure à 30 jours consécutifs, les plafonds journaliers ci-dessous sont appliqués :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Province | Paris et région parisienne |
| Journée complète (restauration et hébergement) | 105 € | 125 € |
| Repas | 21 € | 22 € |

Si la durée du séjour est supérieure ou égale à 30 jours, les plafonds journaliers ci-après sont appliqués :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Province | Paris et région parisienne |
| Frais d’hébergement | 63 € | 81 € |
| Restauration | Pour les 30 premiers jours : 30 €  À partir du 31ème jour : 24 € | Pour les 30 premiers jours : 31 €  À partir du 31ème jour : 25 € |

II - CONDITIONS DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT\* (voiture) :

(Pour le cas où les transports collectifs ne peuvent être utilisés et après accord préalable de l’IRSN).

Indemnité au kilomètre parcouru :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Puissance du véhicule | 5 CV et moins | 6 et 7 CV | 8 CV et plus |
| En € / km | 0,31 | 0,39 | 0,43 |

Possibilité de location de voiture (Cat A ou B) avec accord préalable de l’IRSN (remboursement sur justificatifs du loueur de véhicule)

B- A L’ETRANGER

Les indemnités de déplacements à l’étranger sont établies à partir du barème de « taux de chancellerie » indiquant la contrepartie en euros des monnaies étrangères. Les indemnités sont plafonnées aux indemnités fixées pour Paris et la région parisienne.